

## MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

F. 2003 — 676

[C — 2003/29070]

**19 DECEMBRE 2002. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française  
relative au délégué général de la Communauté française aux droits de l'enfant**

Le Gouvernement de la Communauté française,

- Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 87, § 3;
- Vu le décret du 20 juin 2002 instituant un délégué général de la Communauté française aux droits de l'enfant,
- Vu l'arrêté du 10 juillet 1991 instituant un délégué général de la Communauté française aux droits de l'enfant, modifié par l'arrêté du Gouvernement du 22 décembre 1997;
- Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 18 juin 2002;
- Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 20 juin 2002,
- Vu le protocole n° 265 du Comité de négociation du Secteur XVII daté du 10 juillet 2002;
- Vu la délibération du Gouvernement du 17 juillet 2002 sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat, dans un délai ne dépassant pas un mois;
- Vu l'avis n° 34.060/4 du Conseil d'Etat, donné le 28 novembre 2002, en application de l'article 84, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;
- Sur la proposition du Ministre-Président et du Ministre ayant la Fonction publique dans ses attributions;
- Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le délégué général de la Communauté française aux droits de l'enfant, ci-après le délégué général, est désigné par le Gouvernement, après appel public aux candidatures, pour une période de six ans, renouvelable une fois.

L'appel public aux candidatures est publié au *Moniteur belge* et dans au moins deux organes de presse francophone.

Cet appel public reprend les missions du délégué général visées à l'article 3 du décret du 20 juin 2002 instituant un délégué général de la Communauté française aux droits de l'enfant ainsi que les conditions figurant à l'article 2 du présent arrêté.

Le renouvellement du mandat est soumis aux modalités visées aux alinéas précédents.

L'agent qui, au moment de sa désignation au mandat de délégué général, est nommé à titre définitif au sein d'un service du Gouvernement de la Communauté française ou d'un organisme d'intérêt public qui en dépend, est mis d'office, pour la durée de son mandat, en congé pour mission d'intérêt général dans son emploi initial.

**Art. 2.** Pour être désigné délégué général, il faut

- 1° être belge ou ressortissant d'un Etat membre de l'Union européenne;
- 2° être d'une conduite répondant aux exigences de la fonction et jouir des droits civils et politiques;
- 3° être porteur d'un diplôme d'études supérieures ou universitaires ou disposer d'un grade de niveau 1 dans une administration belge,
- 4° posséder une expérience professionnelle utile de 10 ans au moins dans le domaine juridique, administratif, social, médical ou psychopédagogique.

**Art. 3.** Le délégué général ne peut exercer aucune autre activité professionnelle pendant la durée de son mandat. Il ne peut accepter, durant cette période, aucun autre mandat, même à titre gracieux.

**Art. 4.** Le Gouvernement peut, après avis du Conseil, mettre fin au mandat du délégué général avant le terme de six ans

- 1° à la demande du délégué général;
- 2° lorsqu'il a atteint l'âge de 65 ans;
- 3° en cas de violation de l'article 3;
- 4° pour des motifs graves,
- 5° lorsque son état de santé compromet gravement et de manière irréversible l'exercice de sa fonction.

En cas de fin anticipée du mandat, le Gouvernement désigne un nouveau délégué général, conformément aux articles 1 et 2. La désignation du nouveau délégué intervient au plus tard six mois à dater de la vacance de la fonction.

**Art. 5.** Dans ses rapports avec le Gouvernement, le délégué général s'adresse au Ministre-Président qui transmet, le cas échéant, le dossier au Ministre compétent.

Le Ministre compétent traite directement avec le délégué général en informant le Ministre-Président du suivi du dossier.

**Art. 6.** Les informations, les plaintes ou les demandes de médiation visées à l'article 3, alinéa 3, 5°, du décret du 20 juin 2002 instituant un délégué général de la Communauté française aux droits de l'enfant, sont examinées et instruites par le délégué général qui, sous la réserve des articles 29 et 30 du Code d'instruction criminelle, décide de la suite à y donner, après avoir, s'il y a lieu, procédé à une enquête.

Le délégué général peut, s'il le juge utile, communiquer ses conclusions ainsi que le dossier de l'affaire aux plaignants, ainsi qu'aux parties, aux services ou aux administrations mis en cause.

Si lors de l'examen d'une information, d'une plainte ou d'une demande de médiation, le délégué général adresse à l'autorité administrative une recommandation, il en informe simultanément le Gouvernement.

**Art. 7.** § 1<sup>er</sup> Le Ministre ayant la Fonction publique dans ses attributions met à la disposition du délégué général les agents du Ministère de la Communauté française repris ci-après

- 1° agents de niveau 1 dont au moins deux sont titulaires d'un diplôme de licencié en droit et deux sont titulaires d'un diplôme de licencié en criminologie : 7;
- 2° agents de niveau 2+ : 2,
- 3° agents de niveau 2 : 2;
- 4° agent de niveau 3 : 1,
- 5° agent de niveau 4 : 1.

Sur proposition motivée du délégué général, le Ministre ayant la Fonction publique dans ses attributions désigne les membres du personnel qui assistent le délégué général dans l'exercice de ses fonctions.

Les mises à disposition visées aux alinéas précédents peuvent prendre fin par décision du Ministre ayant la fonction publique dans ses attributions, sur la proposition motivée du délégué général.

Le délégué général dirige les travaux des membres du personnel mis à sa disposition.

§ 2. Si l'effectif visé au paragraphe 1<sup>er</sup> du présent article ne peut être atteint par la mise à disposition d'agents soumis au statut du personnel des Services du Gouvernement de la Communauté française, il est complété par des personnes engagées sur la base d'un contrat de travail d'employé.

§ 3. Dans le cadre de sa mission et des moyens qui lui sont alloués, le délégué général peut ponctuellement faire appel à des experts.

**Art. 8.** Il est accordé au délégué général une allocation tenant lieu de traitement, fixée dans l'échelle de traitement 160/1, telle que prévue à l'annexe 1 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 juillet 1996 portant statut pécuniaire des agents des services du Gouvernement de la Communauté française.

L'ancienneté résultant de services prestés dans les services de l'Etat, d'autres services publics, dans les établissements d'enseignement, ou celle résultant de l'expérience utile reprise à l'article 2, 4°, est prise en considération dans la fixation de l'ancienneté pécuniaire.

Le délégué général bénéficie des allocations et indemnités prévues par les dispositions réglementaires applicables au personnel des services du Gouvernement de la Communauté française, en ce compris, le pécule de vacances et l'allocation de fin d'année.

Il est assimilé à un agent titulaire d'un grade de rang 16, pour l'application des dispositions visées au précédent alinéa.

**Art. 9.** Dans les trois mois de sa désignation, le délégué général soumet, pour approbation, un projet de règlement d'ordre intérieur au Gouvernement.

**Art. 10.** Le délégué général de la Communauté française aux droits de l'enfant, désigné par l'arrêté du 29 septembre 1997, pour une durée de six ans, termine son mandat conformément aux dispositions du décret du 20 juin 2002 instituant un délégué général de la Communauté française aux droits de l'enfant et du présent arrêté.

**Art. 11.** Les membres du personnel mis à la disposition du délégué général à la date de l'entrée en vigueur du présent arrêté restent à disposition de ce dernier. Ils exercent leur fonction conformément aux dispositions du présent arrêté.

**Art. 12.** L'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 10 juillet 1991 instituant un délégué général de la Communauté française aux droits de l'enfant tel que modifié par l'arrêté du 22 décembre 1997, est abrogé.

**Art. 13.** Le Ministre-Président est chargé de l'exécution du présent arrêté.

**Art. 14.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.  
Bruxelles, le 19 décembre 2002.

Par le Gouvernement de la Communauté française,

Le Ministre-Président,  
H. HASQUIN

Le Ministre de la Culture, du Budget, de la Fonction publique, de la Jeunesse et des Sports,  
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Enfance, chargé de l'Enseignement fondamental, de l'Accueil et des Missions confiées à l'O.N.E.,  
J.-M. NOLLET

Le Ministre de l'Enseignement secondaire et de l'Enseignement spécial,  
P. HAZETTE

La Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de Promotion sociale et de la Recherche scientifique,  
Mme F. DUPUIS

Le Ministre des Arts et des Lettres et de l'Audiovisuel,  
R. MILLER

La Ministre de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé,  
Mme N. MARECHAL

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2003 — 676

[C — 2003/29070]

**19 DECEMBER 2002. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap betreffende de algemeen afgevaardigde van de Franse Gemeenschap voor de rechten van het kind**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artike187, § 3;  
Gelet op het decreet van 20 juni 2002 tot instelling van een algemeen afgevaardigde van de Franse Gemeenschap voor de rechten van het kind;

Gelet op het besluit van 10 juli 1991 tot instelling van een algemeen afgevaardigde van de Franse Gemeenschap voor de rechten van het kind, gewijzigd bij het besluit van de Regering van 22 december 1997;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 18 juni 2002;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 20 juni 2002;

Gelet op het Protocol nr. 265 van het Onderhandelingscomité van sector XVII gedateerd op 10 juli 2002;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van 17 juli 2002 over de aanvraag om advies te geven door de Raad van State binnen een termijn van hoogstens een maand;

Gelet op het advies nr. 34.060/4 van de Raad van State, gegeven op 28 november 2002, bij toepassing van artikel 84, lid 1, 1° van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister-President en de Minister tot wiens bevoegdheid de Ambtenarenzaken behoren;  
Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** De algemeen afgevaardigde van de Franse Gemeenschap voor de rechten van het kind, hierna de algemeen afgevaardigde genoemd, wordt voor een periode van zes jaar en één maal hernieuwbaar, na de oproep tot de kandidaturen, door de Regering aangesteld.

De oproep tot de kandidaturen wordt gepubliceerd in het *Belgisch Staatsblad* en in minstens twee Franstalige persorganen.

In deze oproep worden de opdrachten van algemeen afgevaardigde bedoeld in artikel 3 van het decreet van 20 juni 2002 tot instelling van een algemeen afgevaardigde van de Franse Gemeenschap voor de rechten van het kind opgenomen alsmede de voorwaarden van artikel 2 van dit besluit.

De hernieuwing van het mandaat wordt onderworpen aan de in de vorige leden bedoelde nadere regels.

De werknemer die op het moment van zijn aanstelling als gedelegeerd afgevaardigde, definitief benoemd wordt binnen een dienst van de Regering van de Franse Gemeenschap of van een instelling van openbaar nut die ervan afhangt, krijgt van rechtswege verlof, voor de duur van zijn mandaat, voor een opdracht van algemeen nut in zijn oorspronkelijke betrekking.

**Art. 2.** Om als gedelegeerd bestuurder aangesteld te worden, moet men :

1° Belg zijn of burger zijn van een Lidstaat van de Europese Unie;

2° een gedrag in overeenstemming met de vereisten van het ambt hebben en de burgerlijke en politieke rechten genieten;

3° houder zijn van een diploma van hoger of universitair onderwijs of een graad van niveau 1 bezitten in een Belgische administratie;

4° een nuttige beroepservaring van minimaal 10 jaar genieten in het juridisch, administratief, sociaal, medisch of psychopedagogisch domein.

**Art. 3.** De algemeen afgevaardigde mag geen andere professionele activiteiten uitoefenen gedurende zijn mandaat.

Hij mag gedurende deze periode geen enkel ander mandaat aanvaarden, zelfs kosteloos.

**Art. 4.** De Regering kan na advies van de Raad, een einde maken aan het mandaat van de algemeen afgevaardigde voor de termijn van zes jaar :

1° op de aanvraag van de algemeen afgevaardigde;

2° wanneer hij 65 jaar geworden is;

3° in geval van overtreding van artikel 3;

4° wegens ernstige redenen;

5° wanneer zijn gezondheidstoestand ernstig en onomkeerbaar de uitoefening van zijn ambt in het gedrang brengt.

Ingeval van vervroegde beëindiging van het mandaat, stelt de Regering een nieuwe algemeen afgevaardigde aan overeenkomstig de artikelen 1 en 2. De aanstelling van een nieuwe afgevaardigde gebeurt ten laatste zes maanden na de datum van vacantverklaring van de betrekking.

**Art. 5.** In zijn verhouding met de Regering, richt de algemeen afgevaardigde zich tot de Minister-President die, in voorkomend geval, het dossier aan de bevoegde Minister overdraait.

De bevoegde Minister richt zich rechtstreeks tot de algemeen afgevaardigde en brengt de Minister-President op de hoogte van het opvolgen van het dossier.

**Art. 6.** De informatie, klachten of aanvragen om bemiddeling bedoeld in artikel 3, lid 3, 5°, van het decreet van 20 juni 2002 tot instelling van een algemeen afgevaardigde van de Franse Gemeenschap voor de rechten van het kind, worden onderzocht en bestudeerd door de algemeen afgevaardigde, onder voorbehoud van de artikelen 29 en 30 van het wetboek van strafvordering, beslist hoe de zaak verder moet gaan nadat hij, in voorkomend geval, een enquête heeft gevoerd.

De algemeen afgevaardigde kan, als hij dit nuttig acht, zijn conclusies alsmede het dossier van de zaak meedelen aan de eiser alsmede aan de partijen, de diensten of administraties die betrokken zijn.

Indien bij het bestuderen van een informatie, een klacht of een aanvraag om bemiddeling, de algemeen afgevaardigde aan de administratieve overheid een aanbeveling geeft, informeert hij simultaan de Regering erover.

**Art. 7. § 1** De Minister tot wiens bevoegdheid de Ambtenarenzaken behoren, stelt ter beschikking van de algemeen afgevaardigde de ambtenaren van het Ministerie van de Franse Gemeenschap hierna opgenomen :

1° ambtenaren van niveau 1 waarvan minstens twee titularis zijn van een diploma van licentiaat in de rechtsgeleerdheid en twee titularis zijn van een diploma van licentiaat in de criminologie : 7;

2° ambtenaren van niveau 2+ : 2;

3° ambtenaren van niveau 2 : 2;

4° ambtenaren van niveau 3 : 1;

5° ambtenaren van niveau 4 : 1.

Op gemotiveerde voordracht van de algemeen afgevaardigde, stelt de Minister tot wiens bevoegdheid de Ambtenarenzaken behoren de personeelsleden aan die de algemeen afgevaardigde bijstaan voor de uitoefening van zijn ambt.

De in de vorige leden bedoelde terbeschikkingstellingen kunnen beëindigd worden op beslissing van de Minister tot wiens bevoegdheid de Ambtenarenzaken behoren, op de gemotiveerde voordracht van de algemeen afgevaardigde.

De algemeen afgevaardigde leidt de werken van de personeelsleden die te zijner beschikking gesteld zijn.

§ 2 Als het in paragraaf 1 bedoeld aantal leden niet kan bereikt worden door de terbeschikkingstelling van ambtenaren die onderworpen zijn aan het personeelsstatuut van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, wordt het vervolledigd met personen die aangeworven zijn op basis van een arbeidsovereenkomst voor bedienden.

§ 3 In het kader van zijn opdracht en van de beschikbare middelen kan de algemeen afgevaardigde punctueel beroep doen op deskundigen.

**Art. 8.** Een toelage wordt aan de algemeen afgevaardigde toegekend in vervanging van een wedde, vastgesteld binnen de weddeschaal 16011, zoals bedoeld in bijlage 1 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 juli 1996 houdende het geldelijk statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap.

De anciënniteit die voortvloeit uit de diensten gepresteerd binnen de Rijksdiensten, andere overheidsdiensten, onderwijsinrichtingen of die voortvloeien uit de nuttige ervaring bedoeld in artikel 2, 4°, wordt in acht genomen voor de vaststelling van de geldelijke anciënniteit.

De algemeen afgevaardigde geniet toelagen en vergoedingen bedoeld bij de reglementsbevestigingen van toepassing op het personeel van de diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, met inbegrip van de vakantietoelage en de eindejaarspremie.

Hij wordt gelijkgesteld met een ambtenaar van rang 16 voor de toepassing van de in het vorig lid bedoelde bepalingen.

**Art. 9.** Binnen de drie maanden van zijn benoeming legt de algemeen afgevaardigde ter goedkeuring een voorstel van huishoudelijk reglement aan de Regering voor.

**Art. 10.** De algemeen afgevaardigde van de Franse Gemeenschap voor de rechten van het kind, aangesteld bij het besluit van 29 september 1997 voor een duur van zes jaar, beëindigt zijn mandaat overeenkomstig de bepalingen van het decreet van 20 juni 2002 tot instelling van een algemeen afgevaardigde van de Franse Gemeenschap voor de rechten van het kind en overeenkomstig dit besluit.

**Art. 11.** De personeelsleden ter beschikking gesteld van de algemeen afgevaardigde op de datum van inwerkingtreding van dit besluit, blijven ter beschikking van deze laatste. Zij oefenen hun ambt uit overeenkomstig de bepalingen van dit besluit.

**Art. 12.** Het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 10 juli 1991 tot instelling van een algemeen afgevaardigde van de Franse Gemeenschap voor de rechten van het kind, zoals gewijzigd bij het besluit van 22 december 1997, wordt opgeheven.

**Art. 13.** De Minister-President wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

**Art. 14.** Dit besluit treedt in werking de dag waarop het ondertekend wordt.

Brussel, 19 december 2002.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap,

De Minister van Cultuur, Begroting, Ambtenarenzaken, Jeugdzaken en Sport,

R. DEMOTTE

De Minister van Kinderwelzijn, belast met het Basisonderwijs, de Opvang en de Opdrachten toegewezen aan de « O.N.E. »,

J.-M. NOLLET

De Minister van Secundair Onderwijs en Buitengewoon Onderwijs,

P. HAZETTE

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor Sociale Promotie en Wetenschappelijk Onderzoek,

Mevr. F. DUPUIS

De Minister van Kunsten en Letteren en van de Audiovisuele Sector,

R. MILLER

De Minister van Hulpverlening aan de Jeugd en Gezondheid,

Mevr. N. MARECHAL

#### MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

F. 2003 — 677 (2002 — 3286) (2003 — 582)

[2003/29088]

#### 20 JUNI 2002. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant exécution du décret du 8 février 1999 relatif à l'euro en ce qui concerne les dispositions relatives à la RTBF. — Errata

Article 7 de l'arrêté repris sous rubrique publié au *Moniteur belge* du 20 septembre 2002 page 41624 est le suivant :

« Dans les dispositions de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 17 février 2000 fixant rémunération du Collège des commissaires aux comptes de la Radio-Télévision belge de la Communauté française, les montants exprimés en francs dans la deuxième colonne du tableau suivant sont remplacés par les montants exprimés en euro dans la troisième colonne du même tableau. »

VERTALING

#### MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2003 — 677 (2002 — 3286) (2003 — 582)

[2003/29088]

#### 20 JUNI 2002. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot uitvoering van het decreet van 8 februari 1999 betreffende de euro met betrekking tot de bepalingen over de RTBF. — Errata

Artikel 7 van de Franse tekst van het bovenvermelde besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap, dat in het *Belgisch Staatsblad* van 20 september 2002, blz. 41624 bekendgemaakt is, dient te worden gelezen als volgt :

« Dans les dispositions de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 17 février 2000 fixant rémunération du Collège des commissaires aux comptes de la Radio-Télévision belge de la Communauté française, les montants exprimés en francs dans la deuxième colonne du tableau suivant sont remplacés par les montants exprimés en euro dans la troisième colonne du même tableau. »